

ILS ONT REPORTÉ LEUR RASSEMBLEMENT D'AUJOURD'HUI

Les communaux préparent une «action grandiose» dans la capitale

Le Conseil national du secteur des communes (CNSC) a reporté son rassemblement prévu pour aujourd'hui. Le syndicat prépare une «action grandiose» dans la capitale, le 27 juillet prochain.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les communaux maintiennent toujours leur mouvement de protestation de deux jours par semaine. D'ailleurs, le secrétaire général du CNSC M. Ali Yahia parle d'un taux de suivi qui dépasse les 75% sur le territoire national.

Pour mettre la pression sur la tutelle, le syndicat a décidé d'accompagner son mouvement par d'autres actions de rue. Prévu pour aujourd'hui matin le rassemblement des commu-



Les communaux maintiennent la pression.

naux, à Alger, a été reporté jusqu'au 27 juillet prochain «dans la perspective de mieux préparer notre action de protestation», a expliqué Ali Yahia. D'ailleurs, ce dernier promet une «action grandiose» dans les rues de la capitale. «Nous avons

décidé de tenir un rassemblement mais cette action peut se transformer en une marche», a souligné le représentant des communaux.

Rappelons que selon M. Ali Yahia, la tutelle n'a affiché aucune volonté de prendre en charge la plate-

forme des revendications des travailleurs. «C'est notre sixième mouvement de grève depuis l'année dernière et le ministre de l'Intérieur est toujours indifférent à nos doléances. Les portes du dialogue sont fermées et aucune sortie de crise n'est envisa-

gée», a-t-il dénoncé. Une attitude qui a poussé les communaux à durcir le ton de leur mouvement pour se faire entendre.

Le conseil national du CNSC demande à participer à l'élaboration du régime indemnitaire et la promulgation d'un statut particulier des communaux. Outre l'abrogation de l'article 87 bis de la loi 90/11 qui bloque l'augmentation du SNMG, le CNSC revendique le maintien du départ à la retraite sans condition d'âge, la permanisation des travailleurs contractuels qui représentent pas moins de 20 % des effectifs des travailleurs des APC, le respect des libertés syndicales, le droit de grève ainsi que la réhabilitation de tous les syndicalistes suspendus arbitrairement de leurs postes.

S. A.

COOPÉRATION ALGÉRO-ITALIENNE

Sommet Bouteflika-Berlusconi en novembre

Le sommet à haut niveau algéro-italien pourrait avoir lieu en novembre prochain. C'est, en tout cas, la période suggérée par les Italiens, dont le chef de la diplomatie M. Franco Frattini a séjourné hier à Alger à l'invitation de son homologue algérien M. Mourad Medelci. «De par les décisions attendues, la réunion au sommet aura un caractère historique», a prédit Frattini, lors d'un point de presse conjoint avec Medelci tenu hier à la résidence El Mithak.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le ministre italien des Affaires étrangères a informé, donc, ses interlocuteurs algériens de la disponibilité du président du Conseil italien, M. Silvio Berlusconi, de venir en Algérie au mois de novembre. Cependant, il reste à la partie algérienne d'arrêter la date qui lui conviendrait.

«Nous avons proposé novembre mais il revient au président Bouteflika de fixer la date de ce sommet», a indiqué Frattini, dont la visite en Algérie, outre l'examen de nombreux volets de coopération, procède aussi de la préparation de la réunion au sommet. Mais en attendant ce tête-à-tête Bouteflika-Berlusconi, reporté à maintes reprises, il faut le souligner, Algériens et Italiens ont de quoi meubler leurs entretiens bila-

téraux. Et d'entre les dossiers cruciaux que la contingence politique impose à la réflexion, voire à l'action commune figure, bien entendu, l'épineuse crise libyenne.

D'ailleurs, la question a été au centre des entretiens entre Medelci et Frattini. A entendre les deux diplomates s'y exprimer, il sonne comme un brin de convergence entre les positions de l'Algérie et l'Italie quant à la nécessité d'une solution politique, laquelle passe par l'amorce d'un dialogue entre les différentes parties libyennes.

Le ministre algérien des Affaires étrangères, qui a affirmé avoir évoqué avec son homologue italien la feuille de route de l'UA adoptée à Malabo, a soutenu avoir décelé que «le fondement de cette démarche et sa mise en œuvre



Franco Frattini et le président Bouteflika.

retiennent l'attention des Italiens». Il a également indiqué, comme pour ne pas s'enfermer dans des positions irrémédiablement tranchées, que «le contenu de la démarche proposée à Malabo peut être amélioré pour les besoins de son opérationnalité».

Le ministre italien des Affaires étrangères a eu un propos totalement en phase avec son homologue algérien. «Je partage le souhait de mon homologue Medelci que la solution politique triomphe et que la paix revienne en Libye en urgence.»

Un dialogue sans Kadhafi et ses fils

Le ministre italien des Affaires étrangères a informé que la feuille de route de l'Union africaine et la démarche proposée à Malabo seront au menu de la réunion du groupe de contact pour la Libye vendredi prochain à Istanbul, en Turquie. «L'Italie travaille à impulser l'option du dialogue et de la solution politique», a déclaré Frattini.

Il a, cependant, insisté pour dire que le dialogue souhaité devra se faire à l'exclusion du colonel Kadhafi et de ses fils. «Kadhafi et

ses fils, qui font l'objet de mandats d'arrêt internationaux, ne peuvent pas faire partie du dialogue.» Qu'en pense Mourad Medelci ? A la question posée, le diplomate algérien a renvoyé à la réunion de Malabo. «L'Algérie adhère à la démarche de Malabo. La réunion a pris acte de l'engagement du colonel Kadhafi de ne pas faire partie du processus de négociation politique», a-t-il affirmé.

Faut-il prendre au sérieux cet engagement du guide libyen qui, traduit en termes plus crus, signifie une acceptation à laisser faire la transition sans lui et son régime ?

A lire son fils, Seïf El Islam s'entretenir avec notre confrère d'El Khabar, le colonel Kadhafi ne se projette point sur une telle perspective. Le ton chez les Kadhafi demeure à la résistance contre la fois les insurgés et les forces de l'Otan. Ils ne conçoivent pas d'être en dehors du processus politique qui vise le démantèlement de leur pouvoir et leur régime. Car le ministre italien des Affaires étrangères a estimé que «le dialogue politique doit déboucher sur un gouvernement de réconciliation nationale».

S. A. I.

RÉCUPÉRATION DES ARMES PAR L'AQMI

Frattini confirme

Le ministre italien des Affaires étrangères a confirmé hier ce sur quoi l'Algérie a alerté depuis le début de la crise libyenne : la circulation des armes dans la région du Sahel où sévit l'Aqmi. «Il y a eu un transfert d'armes, d'hommes et d'argent dans les mains des groupes extrémistes. Et ils les gardent dans une région déjà difficile.»

A l'occasion, M. Frattini a exprimé la reconnaissance de son pays pour le rôle actif de l'Algérie en matière de lutte anti-terroriste dans la région du sahel. «Nous apprécions le rôle-clé de l'Algérie dans la lutte contre l'Aqmi dans le Sahel», a-t-il avoué, informant, au passage, que l'Italie et l'Algérie coopèrent dans les domaines de lutte anti-terroriste et sur les questions de sécurité en général. Il indiqué que la réunion du groupe de contact algéro-italien de lutte contre le terrorisme se tiendra prochainement à Rome.

S. A. I.

Copé en Algérie, un accueil indécent !

Reçu avec tous les honneurs. Sous l'œil des caméras de l'ENTV. Tout juste si on ne lui a pas déroulé le tapis rouge. Tant de servilité pour un tel personnage laisse perplexe. Pire, aucune voix ne s'est élevée en Algérie contre sa venue. Et il est reparti conforté parce que cet homme, tendu vers l'élection présidentielle de 2012, n'a rien regretté ni renié de sa campagne anti-immigré, visant particulièrement les Maghrébins et les Africains. Un homme qui, en contexte de grave crise sociale et économique en France, de chômage en hausse, de scandales de toutes sortes, d'une Europe en panne sèche, n'a rien trouvé de mieux pour faire diversion, que de placer les questions raciales au centre du débat politique français dans la perspective de rafler quelques voix à l'extrême droite en vue de la présidentielle de 2012. Que cela ravive les peurs, réveille les instincts xénophobes et racistes d'une partie de l'électorat français qu'on arrête pas de bassiner à longueur d'année avec la peur de l'Islam, voire d'un afflux de réfugiés suite à la chute de Ben Ali en Tunisie ou de la guerre en Libye, ne semble nullement déranger M. Copé. Et peu importe encore pour Jean-François Copé et son mentor Nicolas Sarkozy que ce débat ait pour but – car c'est de cela qu'il s'agit au fond – de dresser des Français contre d'autres d'origine non européenne et de confession musulmane.

De ce fait quand le secrétaire général de l'UMP déclare à Alger, je cite «Mon souhait le plus ardent est de tout faire pour contribuer à ce nouvel élan dans les relations entre les deux pays», relève de la plus belle hypocrisie. Et cet homme que le chef de l'Etat a reçu, après qu'il l'eut été par le Premier ministre, le président de l'APN ?

Que l'Algérie ait des rapports d'Etat à Etat avec la France, personne n'est contre. Mais que le pouvoir politique croit que c'est avec ce type de personnage, représentant d'une droite revancharde, qui n'a pas encore accepté l'indépendance de l'Algérie, anti-arabe, pro-Israélienne, qu'une coopération peut se développer, c'est triste car l'Algérie n'a que faire avec de pareils individus, dont le parti, l'UMP, est en perte de vitesse.

Triste aussi que les partis démocrates et les personnalités qui se posent en alternative au système actuel observent un silence pieux.

Hassane Zerrouky